

FCP de droit français HSBC MONETAIRE

Rapport annuel au 25 juin 2024

Sommaire

	Pages
Informations concernant les placements et la gestion	3
Rapport d'activité	4
Informations réglementaires	16
Certification du Commissaire aux Comptes	18
Comptes Annuels	22
Bilan Actif	23
Bilan Passif	24
Hors-Bilan	25
Comptes de Résultat	26
Annexes	27
Règles et méthodes comptables	28
Evolution de l'Actif Net	32
Compléments d'information	33
Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	40
Inventaire	41

Informations concernant les placements et la gestion

Société de gestion

HSBC Global Asset Management (France)

Dépositaire et Conservateur

CACEIS Bank

Gestionnaire comptable par délégation

CACEIS Fund Administration

Commissaire aux comptes

KPMG Audit

Rapport d'activité

Panorama macroéconomique

Le troisième trimestre (T3) 2023 a vu se développer un découplage, avec la résilience de l'économie américaine face au ralentissement de la Chine et de l'Europe. Le PIB américain au T2 est ainsi ressorti supérieur aux attentes, tiré par la consommation des ménages et les investissements d'infrastructure qui ont plus compensé le ralentissement du marché immobilier. En zone euro, la quasi-stagnation du PIB au T2 (0.1% t/t), avec une demande intérieure atone, sous-tend des divergences dans la région, avec une contraction du PIB en Italie (-0.4% t/t) et aux Pays-Bas (-0.2% t/t) et une stagnation en Allemagne, face à une expansion en France (+0.5% t/t) et en Espagne (+0.5% t/t). Les politiques fiscales visant à soutenir la transition énergétique et le développement des industries de pointe ont en partie contribué à ces divergences. Aux Etats-Unis, les programmes « Inflation Reduction Act », et « Chips Act » ont entraîné 240 milliards USD de projets d'investissements dans le secteur manufacturier, soit environ la moitié de l'objectif. L'Espagne continue de bénéficier des subventions du programme de l'Union européenne (Next Generation EU). En Italie, la réduction graduelle des aides à la rénovation énergétique résidentielle a entraîné une baisse des investissements dans la construction. Dans les pays émergents, les publications économiques en Chine ont continué de décevoir malgré les nouvelles mesures de soutien au crédit, et l'assouplissement des contraintes réglementaires sur le marché immobilier. Au T3, les prévisions de croissance¹ ont donc été révisées à la baisse, en Chine 5.0% en 2023 et 4.5% en 2024 (contre respectivement 5.5% et 4.9% fin juin), mais aussi en zone euro (0.5% en 2023 et 0.8% en 2024, contre respectivement 0.6% et 1.0% fin juin). A l'inverse, les Etats-Unis ont vu leur prévision de croissance relever, à 2.1% en 2023 et 0.9% en 2024 (contre respectivement 1.3% et 0.8% fin juin). La persistance d'une inflation élevée aux Etats-Unis (3.7% en août contre 4.0% en juin), et en zone euro (5.2% en août contre 5.5% en juin) n'a pas permis de rassurer les banquiers centraux dans un contexte de remontée du prix du baril, et de progression salariale soutenue (+4.3% a/a aux Etats-Unis, et +5.5% a/a en zone euro). Malgré des conditions monétaires restrictives, les revenus réels ont en effet tendance à s'améliorer, ce qui contribue à soutenir la consommation, ce qui augmente les risques d'effets de second tour. Ainsi les prévisions médianes des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine signalent plutôt un atterrissage en douceur de l'économie américaine (avec une croissance du PIB de 2.1% en 2023 et 1.5% en 2024, donc une prévision supérieure au consensus des économistes), ce qui implique de repousser le cycle de baisses de taux au second semestre 2024.

Au quatrième trimestre 2023 (T4), le scénario d'atterrissage économique en douceur ou « soft landing » a dominé sur celui de récession. Le combat des banques centrales contre l'inflation semble donc avoir été gagné sans entraîner de poursuite du resserrement monétaire et de risque de récession forte. La croissance chinoise a surpris à la hausse au T3 (4.9% en variation annuelle) contre 4.5% attendu. Le PIB américain a une nouvelle fois surpassé les attentes au T3 (+4.9% en variation trimestrielle annualisée contre 4.5% attendu). Aux Etats-Unis, la consommation des ménages et les investissements des entreprises ont en effet accéléré au T3 par rapport au T2, avec une relative résilience du marché du travail (taux de chômage à 3.7% en novembre après un plus bas historique à 3.4% en avril), et des salaires (+4% en variation annuelle en novembre), ainsi qu'une amélioration de la productivité. En Europe, les enquêtes des directeurs d'achat continuent d'annoncer une contraction de l'activité depuis l'été. En effet, l'économie a continué de se dégrader au T3 : PIB du Royaume Uni -0.1% en variation trimestrielle (t/t) au T3 (contre +0.1% t/t au T2) ; PIB de la zone euro -0.1% t/t (contre +0.1% t/t au T2) tiré à la baisse par une décélération des stocks, et les contractions en Allemagne, France, Pays Bas et Irlande. Dans ce contexte, la forte

¹ Consensus Bloomberg au 30/09/2023.

FCP HSBC MONETAIRE

décélération de l'inflation a surpris au cours du trimestre (variation annuelle en novembre), à 3.1% aux Etats-Unis, 2.4% en zone euro, et 3.9% au Royaume-Uni. Les prévisions de croissance du PIB² ont donc été révisées à la hausse aux Etats-Unis (2.4% en 2023 ; 1.3% en 2024). En revanche, la zone euro a vu ses perspectives de croissance du PIB s'éroder en 2024 (PIB +0.7%), ainsi qu'au Royaume Uni (PIB +0.3%). Cependant, ces prévisions ne montrent pas le clivage des économistes. D'un côté, certains anticipent une reprise relativement rapide, portée par la consommation privée, l'amélioration des revenus réels des ménages, un retour de l'assouplissement des banques centrales, avec une inflation aux alentours de 2.5%-3% en moyenne en 2024. D'un autre côté, certains économistes envisagent la poursuite du ralentissement économique, en raison du décalage de l'effet des resserrements monétaires, de la hausse des faillites d'entreprise, d'une montée du chômage, avec pour conséquence un recul de la consommation. Ce scénario intègre donc une phase de récession avec une reprise lente qui devraient comprimer l'inflation en-dessous de 2% fin 2024.

Durant le premier trimestre 2024 (T1), l'économie américaine s'est révélée plus solide que prévu, ce qui a entraîné de fortes révisions haussières sur les prévisions de croissance en 2024³ à 2.2% contre 1.2% fin décembre. Le dynamisme de la consommation des ménages et la baisse du taux d'épargne ont entretenu la demande, la résilience du marché de l'emploi, ainsi que la confiance du secteur privé. En Europe, les indicateurs avancés (enquêtes PMI, confiance des consommateurs) se sont améliorés, soutenus par le secteur des services, ce qui contraste avec la faiblesse du secteur industriel. Les risques de récession en zone euro se sont donc nettement atténués au T1, malgré une activité atone au T4 2023. En Europe, les économistes⁴ tablent sur une quasi-stagnation de l'activité en 2024, tant au Royaume-Uni (0.3% contre 0.1% en 2023) qu'en zone euro (0.5% contre 0.4% en 2023). Dans les économies émergentes, l'Inde continue de surprendre favorablement, grâce au déploiement de ses infrastructures, et au dynamisme de la consommation et des exportations. En Chine, l'absence de reprise du secteur immobilier a entraîné de la part des autorités un renforcement des mesures de soutien (baisse des réserves obligatoires des banques, réduction des taux de crédit immobilier, mise en place d'un fonds de stabilisation). Les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis n'ont pas empêché un redressement des indicateurs avancés (enquêtes PMI en amélioration ce trimestre). Le ralentissement de l'économie chinoise devrait se poursuivre, en douceur, avec une évolution du PIB attendue⁴ de 4.6% en 2024 et 4.4% en 2025 (contre 5.2% en 2023). Dans un environnement économique relativement moins marqué par le risque de récession, les publications d'inflation ont évolué de manière contrastée, avec des surprises haussières aux Etats-Unis (3.5% en mars contre 3.4% attendu, et 3.4% en décembre), et baissières en zone euro (2.4% en mars contre 2.5% attendu, et 2.9% en décembre). Cependant aux Etats-Unis comme en zone euro, le point de résistance reste l'inflation hors énergie et alimentaire (en mars à 3.8% et 2.9% respectivement). Cette persistance résulte du dynamisme du secteur des services, et de la croissance des salaires dans un contexte d'amélioration de la productivité relativement faible, probablement en raison de plusieurs facteurs : rétention de main d'œuvre, baisse des heures travaillées, hausse de l'absentéisme, ou encore augmentation relative de la main d'œuvre généralement moins qualifiée. L'évolution de la productivité et des coûts salariaux unitaires, du fait de leur large impact sur les marges des entreprises influencent directement les prix. Ces indicateurs sont donc très surveillés pour diriger la politique monétaire et anticiper les évolutions des taux directeurs et des conditions financières.

Au second trimestre 2024 (T2), l'économie mondiale a poursuivi son redressement, marqué par des inflations plus élevées que prévu et les risques de divergences des politiques monétaires. L'inflation aux Etats-Unis a en effet de nouveau surpris à la hausse en mars à 3.5%, avant de refluer en avril (3.4%) et en mai (3.3%). L'inflation en zone euro s'est révélée plus persistante que prévu, avec une évolution entre 2.4% et 2.6% ce trimestre, dans un contexte de reprise économique. La croissance du PIB au T1 a en effet surpris favorablement en Europe et aux Etats-Unis, avec la poursuite d'une hausse de la consommation des ménages. Les enquêtes des directeurs d'achat (PMI) de mars à

² Consensus Bloomberg au 31/12/2023.

³ Consensus Bloomberg au 31/03/2024.

mai ont signalé que la croissance de l'activité privée se poursuivrait en Europe, grâce à la dynamique des services et malgré les difficultés du secteur industriel. Les risques inflationnistes ont semblé plus élevés aux Etats-Unis qu'en Europe, car la demande américaine reste dynamique et supérieure à son potentiel, ce qui n'est pas le cas en Europe où les contraintes d'offre dominent. Aussi la Réserve Fédérale américaine a renouvelé des signaux de vigilance quant au démarrage de son cycle d'assouplissement monétaire, ce qui n'a pas manqué d'influencer les banques centrales des pays émergents qui subissent des risques sur leurs devises. L'inflation des pays émergents est en effet plus élevée que dans les pays développés, et les risques inflationnistes sont exacerbés dans un contexte d'incertitudes géopolitiques, de volatilité des prix du pétrole et du gaz, et de forte remontée des cours du blé et du cuivre. Enfin l'augmentation des anticipations de différentiels de taux des banques centrales ont en partie pesé sur les devises émergentes, ce qui a entretenu une inflation élevée via les prix des biens importés. En Chine, les publications économiques se sont révélées mitigées, avec une faiblesse de la demande intérieure et une inflation atone (0.2% en juin). Cependant, les autorités chinoises ont poursuivi leur soutien au secteur immobilier, notamment via des mesures macroprudentielles et la conversion des logements invendus en logements sociaux. La dynamique des exportations chinoises s'est maintenue au T2, malgré les tensions commerciales avec les Etats-Unis et les risques d'escalade, avec l'imposition de nouveaux droits de douane, notamment sur les véhicules électriques, panneaux solaires ou batteries lithium-ion.

Panorama financier

Au troisième trimestre (T3) 2023, les investisseurs ont continué de repousser leurs attentes quant à l'échéance et l'ampleur des baisses de taux directeurs, ce qui a pesé sur les marchés obligataires des pays développés et émergents. Dans le même temps, les inquiétudes sur la soutenabilité de la dette américaine, mais aussi en Europe, ont contribué à la remontée des taux longs, et une moindre inversion des courbes de taux 2-10 ans. Ainsi la hausse des primes de terme a reflété l'augmentation de la rémunération demandée par les investisseurs pour la détention de titres à longues maturités dans un contexte où l'inflation risque d'être plus persistante. Elle répond aussi à la poursuite de la normalisation des bilans des banques centrales. La Réserve fédérale américaine (Fed) poursuit en effet la vente active des obligations souveraines détenues dans son bilan, et la Banque centrale européenne a arrêté de réinvestir la totalité de ses titres arrivant à maturité dans le cadre de son programme régulier. Dans ce contexte, les rendements souverains 10 ans ont bondi au T3, proches des niveaux de 2007 aux Etats-Unis (+73pdb au T3 à 4.57% à fin septembre). En zone euro, les rendements souverains ont rejoint leurs niveaux de 2011, en Allemagne (2.84% à fin septembre, soit +45pdb au T3) et en France (+47pdb à 3.40%). Les annonces budgétaires en zone euro, avec des prévisions économiques optimistes et des efforts jugés insuffisants sur la trajectoire de la dette ont entraîné une hausse des rendements plus rapides sur les obligations de la périphérie de la zone euro comparée à l'Allemagne, notamment en Italie (+71pdb 4.78%), en Grèce (+69pdb 4.34%) et en Espagne (+55pdb 3.93%). Sur les marchés de crédit, les « spreads » de crédit (ou écarts de taux) se sont resserrés dans l'ensemble, à l'exception du segment High Yield américain fragilisé par la perspective de politiques monétaires plus durablement restrictives. Les difficultés du secteur immobilier chinois et le durcissement des conditions financières ont contribué au recul des marchés boursiers (indice MSCI World*), de -2.4% en variation trimestrielle (t/t), avec les sous-performances de la Chine (MSCI -4.5% t/t), Taiwan (-7.1% t/t) et la Corée du sud (-6.6% t/t). Les prix du pétrole (WTI) ont bondi de +29% t/t à USD 90.8 USD le baril suite à la baisse des stocks de brut aux Etats-Unis, et aux annonces de l'Arabie Saoudite et de la Russie qui prolongeront les réductions de leurs productions jusqu'à la fin d'année. Enfin sur les marchés des changes, la résilience de l'économie américaine, en découplage face au ralentissement plus prononcé en Chine et en Europe a favorisé la remontée du dollar américain contre les devises de ses partenaires (indice DXY⁴ +3.2% t/t).

⁴ Indice DXY : indice du dollar américain par rapport à six autres devises : l'euro, le yen japonais, la livre sterling, le dollar canadien, le franc suisse et la couronne suédoise.

FCP HSBC MONETAIRE

Au quatrième trimestre (T4) 2023, les marchés sont brusquement repartis à la hausse (indice MSCI* World +9.5% en variation trimestrielle t/t ; +22.2% en variation annuelle a/a) à la suite des publications d'inflation inférieures aux attentes, et cela malgré la montée des risques géopolitiques au Proche-Orient. Ces derniers ont fait bondir les prix de l'or (+11.6% t/t) et du blé (9.5% t/t), sans pour autant malgré tout déclencher un emballement des prix de l'énergie, bien au contraire : pétrole WTI -21.7% t/t à 71.7 USD/ baril ; prix du gaz -7% t/t. Les bonnes surprises sur le front de l'inflation aux Etats-Unis et en Europe ont dominé malgré le ralentissement économique, ce qui permet d'envisager un scénario de « soft landing » ou ralentissement en douceur, plutôt que de forte récession. Ce scénario « soft landing » dominant a donc entraîné une surperformance des marchés boursiers des pays développés (indice MSCI DM +10% t/t ; +23.7% a/a) contre ceux des pays émergents (indice MSCI EM +5.6% t/t ; +10.3% a/a). Le recul de la bourse chinoise (indice MSCI -4.8% t/t ; -10.3% a/a) a en effet plombé l'indice régional, malgré les forts rebonds observés au Mexique (indice MSCI +15.8% t/t ; +23% a/a), au Brésil (indice MSCI +14.6% t/t ; +22.7% a/a) ou en Inde ((indice MSCI +22% t/t ; +12% a/a). Dans le contexte d'une désinflation plus rapide que prévu, les marchés ont perçu un revirement baissier des anticipations de taux des banques centrales. La Réserve Fédérale américaine (Fed) a d'ailleurs confirmé ce biais plus accommodant en décembre avec de nouvelles prévisions médianes sur les taux officiels qui intègrent 75pdb de baisses pour 2024. Ce virage plus accommodant est cependant moins net en Europe. La Banque Centrale européenne (BCE) est restée plutôt vigilante sur les perspectives d'inflation en raison des hausses salariales et des risques de perte de productivité. Au Royaume-Uni, la Banque d'Angleterre a conservé un biais de politique monétaire restrictive. Au final, les marchés ont intégré des attentes d'assouplissement monétaire d'environ -150pdb en 2024, bien plus élevées que celles suggérées par les communications des banques centrales. Dans ce contexte, les marchés obligataires ont enregistré de belles performances au T4. Sur les marchés de crédit, les segments des obligations les plus risquées (High Yield HY) aux Etats-Unis et en Europe ont surperformé les segments moins risqués (Investment Grade IG). Les rendements 10 ans des obligations souveraines ont globalement baissé, et surtout sur les marchés des pays développés : -69pdb aux Etats-Unis, à 3.88% ; -81pdb en Allemagne, à 2.02% ; -84pdb en France à 2.56% -90pdb au Royaume-Uni à 3.54%, et -108.2pdb en Italie à 3.70%. Le virage plus accommodant de la Fed a entraîné une baisse du dollar US face aux devises de ses partenaires (indice DXY -4.6% t/t) avec, dans un contexte de tensions géopolitiques, une surperformance du franc suisse (+8.8% t/t) et du yen (+5.9%).

Au premier trimestre 2024 (T1), la solidité de l'économie américaine a entretenu le revirement haussier des marchés d'actions amorcé le trimestre précédent (indice MSCI* World +9.5% en variation trimestrielle t/t au T1 2024). La bourse américaine (MSCI* Etats-Unis +10.4%) a surperformé l'indice mondial, ainsi que les places au Japon (+19.3%) et en zone euro (+10.3%). L'appétit pour le risque a été alimenté par des résultats d'entreprises généralement favorables et la diminution des craintes de récession. Cet environnement a également favorisé les marchés de crédit aux Etats-Unis et en Europe, notamment les segments des obligations les plus risquées (High Yield HY) qui ont surperformé les segments moins risqués (Investment Grade IG). A l'inverse ce contexte n'a pas été aussi bénéfique aux bourses émergentes (MSCI EM +4.6%), et a pénalisé les marchés obligataires qui avaient intégré d'importantes anticipations d'assouplissements monétaires. Début janvier, les marchés anticipaient déjà des baisses de taux conséquentes sur l'année 2024, notamment pour la Réserve Fédérale américaine (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE) (environ 150 points de base), mais aussi pour les banques centrales d'Amérique latine. La dynamique plus forte que prévu de l'économie américaine, et la persistance de l'inflation ont entraîné un retournement de ces anticipations qui, fin mars, n'intégraient plus que des baisses de 75 points de base (pdb) pour la Fed, et 100 pdb pour la BCE. En conséquence, les taux souverains se sont fortement redressés au T1: +32pdb à 4.20% aux Etats-Unis, +27pdb à 2.30% en Allemagne, +39pdb à 3.93% au Royaume-Uni, avec un mouvement similaire sur les places émergentes. Le report du cycle de baisses des taux de la Réserve fédérale a permis un différentiel de rendements favorable au dollar US (indice DXY⁶ +3% au T1), notamment au détriment du yen japonais (-6.8% contre dollar US au T1) et du franc suisse (-6.7%). Le franc suisse a été pénalisé par les perspectives monétaires de la Banque Nationale Suisse (BNS). Son président a en effet suggéré en janvier que la BNS était

moins favorable à un franc suisse fort. La BNS a ainsi été la première des banques centrales des économies développées à réduire son taux directeur dès mars, de 1.75% à 1.50%. Enfin, les tensions au Proche-Orient ont continué de soutenir les prix du baril de pétrole (WTI +16% à USD 83) et de l'or (+8% à USD 2230 l'once).

Le second trimestre 2024 (T2) a été essentiellement marqué par les incertitudes liées au cycle de baisses des taux américains, mais aussi par les développements politiques, notamment en France, ce qui a pénalisé les marchés obligataires. Les rendements 10 ans des obligations souveraines ont ainsi continué de monter au T2 : +20pdb à 4.40% aux Etats-Unis et à 2.50% en Allemagne, ou +24pdb au Royaume-Uni à 4.17%. Cet environnement a favorisé la poursuite de l'appréciation du dollar US (indice DXY⁶ +1.3% au T2), notamment au détriment du yen japonais (-5.9% contre dollar US au T2), du peso mexicain (-9.6%) ou du réal brésilien (-10.9%). Les développements politiques ont exacerbé les évolutions de marchés, avec un accueil favorable aux suites des élections en Afrique du Sud et en Inde, contrairement au Mexique. En France, la dissolution surprise du parlement au lendemain des résultats des élections au parlement européen, et le déclenchement d'élections législatives les 30 juin et 7 juillet ont entraîné un fort mouvement d'aversion pour le risque. Les marchés obligataires et boursiers ont pris la mesure des risques de dérapages des finances publiques, ainsi que des incertitudes sur le respect des règles budgétaires européennes. En conséquence, le rendement 10 ans de la dette française a bondi de 49pdb à 3.30%, ce qui a entraîné à la hausse les rendements de la dette des pays européens les plus risqués : +26pdb à 3.42% sur l'obligation d'Etat espagnole, et + 39pdb à 4.07% sur leur équivalent italien. Très liés au risque souverain, les titres financiers ont aussi été sanctionnés, ainsi que le marché de crédit high yield et les actions de la zone euro (MSCI eurozone -1.2% en variation trimestrielle t/t). Les incertitudes politiques ont pénalisé les marchés des actions au Brésil (-2.5% t/t) et surtout au Mexique (-7.5% t/t). A l'inverse, les indices boursiers ont poursuivi leur progression aux Etats-Unis (+4.0% t/t), au Royaume-Uni (+3.6%), ou en Inde (+10% t/t), et se sont redressés en Chine (+7% t/t) ou en Afrique du Sud (+8.5%).

*Indices marchés actions MSCI exprimés en devises locales.
Source : données Bloomberg au 29/06/2024.

Politique de gestion

Cette année aura été marquée par la fin du cycle haussier des taux directeur de la Banque Centrale Européenne et un tout début de détente en fin de période. La dernière hausse des taux a eu lieu en septembre, portant le taux de dépôt à 4% pour une période d'environ 8mois avant une première baisse de 25 bps en juin.

C'est l'inflation qui a progressivement baissé de 5.5% en début de période à 2.5% en fin de période qui a permis à la BCE de voir un premier signe de convergence sa cible de 2% en moyenne. Les résultats des Elections européennes ont ensuite marqué une période d'incertitude qui a ainsi refroidi les attentes de baisses successives auparavant attendu par le marché.

La BCE a poursuivi la réduction de son bilan, notamment par l'arrêt de ses programmes d'achats d'actifs et par les remboursements de TLTRO, et ce resserrement des conditions monétaires a ainsi impacté le marché.

Ce contexte a favorisé une hausse des primes crédits sur les émetteurs privés, ce qui a permis d'améliorer la performance du fonds. Notre politique de gestion est restée prudente sur la période en étant axée sur les meilleures qualités d'investissements présentant des rendements compétitifs. Notre ratio de liquidités à une semaine reste néanmoins élevé.

Nous avons continué à utiliser des swaps et des instruments à taux variable afin de protéger le portefeuille des hausses de taux durant la première partie de la période. Progressivement nous avons repris un peu plus d'exposition et seulement réutiliser les swaps de façon plus sélective. A fin juin 2024 la WAL du fonds évoluait autour de 62 jours et la WAM autour de 13 jours.

FCP HSBC MONETAIRE

Performances

A la clôture de l'exercice, le Fonds affiche une performance de 4.01% pour la Part C et de 4.07% pour la Part Z.

A titre de comparaison, l'indice de référence du Fonds a progressé de 3.97%.

La performance passée ne préjuge pas des résultats futurs du Fonds.

Informations sur les critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

Conformément à l'article L.533-22-1 du Code Monétaire et Financier, la politique sur la prise en compte dans la stratégie d'investissement des critères environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (critères ESG) est disponible sur le site internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

Non prise en compte des critères de durabilité environnementale des activités économiques du règlement (UE) 2020/852

Le Fonds ne promeut pas des caractéristiques environnementales ou sociales au sens de l'article 8 du règlement (UE) 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement SFDR ») ou n'a pas un objectif d'investissement durable au sens de l'article 9 dudit règlement européen.

Dans ce cadre, les investissements sous-jacents du Fonds ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au sens du règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 (dit « Règlement Taxonomie »).

Evénements intervenus sur le Fonds pendant l'exercice

➤ Le 1^{er} juillet 2023

Mise à jour de la rubrique « **Frais** » du prospectus avec l'ajout de nouveaux coûts listés en dessous du tableau des frais qui pourront désormais s'ajouter aux frais facturés au Fonds en dehors des frais de fonctionnement et autres services.

Par ailleurs, les coûts récurrents et les scénarios de performances ont été mis à jour dans les Documents d'Informations Clés (DIC).

Information relative aux éléments de rémunération

HSBC Global Asset Management (France) a choisi conformément à la réglementation en vigueur de communiquer les informations relatives à la rémunération de son personnel pour la totalité des FIA et OPCVM de droit français qu'elle gère.

La rémunération versée par HSBC Global Asset Management (France) est composée d'une rémunération fixe et peut comprendre une composante variable sous forme de bonus discrétionnaire

FCP HSBC MONETAIRE

si les conditions économiques le permettent. Ces rémunérations variables ne sont pas liées à la performance des véhicules gérés. Il n'existe en outre pas d'intéressement aux plus-values.

HSBC Global Asset Management (France) applique la politique de rémunération du Groupe HSBC.

Cette politique Groupe intègre un grand nombre des principes énoncés dans la réglementation AIFM ainsi que dans la réglementation OPCVM.

HSBC Global Asset Management (France) a procédé à partir de 2014 à des aménagements de cette politique de rémunération afin de se conformer avec les règles spécifiques de la réglementation AIFM puis à la réglementation UCITS concernant la gestion de fonds conformes à ces réglementations respectives.

HSBC Global Asset Management (France) a notamment mis en place un mécanisme d'indexation en instruments sur la base d'un indice indexé sur un panier représentatif de tous les OPC dont la société de gestion est HSBC Global Asset Management (France) à l'exception des FCPE dits d'actionnariat salarié pour l'ensemble des collaborateurs qui bénéficient d'une rémunération différée dans le cadre à la fois de la réglementation AIFM et de la réglementation OPCVM.

La politique de rémunération de HSBC Global Asset Management (France) n'a pas d'incidence sur le profil de risque des FIA et des OPCVM.

La politique de rémunération complète de HSBC Global Asset Management (France) est disponible sur son site internet à l'adresse suivante : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Ventilation des rémunérations fixes et variables de la société pour l'exercice 2023

L'information relative au montant total des rémunérations versées par la société de gestion à son personnel et le montant agrégé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel qui ont une incidence sur le profil de risque figure dans le tableau ci-dessous.

Les bénéficiaires des rémunérations au titre de l'année fiscale 2023 représentent une population de 316 personnes en 2023.

En 2023 et tel que défini dans la politique de rémunération d'HSBC Global Asset Management (France), 42 personnes ont été identifiées comme « Preneurs de risques » pour l'ensemble des portefeuilles gérés.

Les collaborateurs identifiés comme Preneurs de risques sont :

- Les membres du Conseil d'administration,
- Les dirigeants responsables et les membres du comité exécutif,
- Les responsables des pôles de gestion et du trading,
- Les responsables des ventes, produits et du marketing,
- Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne),
- Les responsables juridique, finance et des fonctions de support et administratives.

FCP HSBC MONETAIRE

	2023				
	Rémunération fixe versée en 2023	Rémunération variable versée en mars 2023 (au titre de la performance 2022) + rémunérations variables différées acquises en 2023	dont rémunération variable non-différée	dont rémunération variable différée (*)	total €
Ensemble des collaborateurs AMFR y compris détachés in et succursales (hors détachés out) - 316 collaborateurs	28 044 672 €	11 624 581 €	10 338 975 €	1 285 606 €	39 669 253 €
Dont personnel ayant une incidence sur le profil de risque des AIF (42 collaborateurs)**	7 364 899 €	5 389 839 €	4 158 019 €	1 231 820 €	12 754 738 €
Dont cadres supérieurs (15 collaborateurs)**	2 544 612 €	1 584 813 €	1 230 486 €	354 327 €	4 129 425 €

(*) Prend en compte les actions différées définitivement acquises en 2023 ainsi que le cash différé indexé payé en 2023.
(**) Prend en compte les personnes mises à disposition ou affectées au prorata du temps de présence dans l'entreprise.

La rémunération variable n'intègre pas la participation et l'intéressement perçus en 2023 par les collaborateurs.

FCP HSBC MONETAIRE

Informations relatives aux techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés utilisés par le Fonds, en application de la position AMF n°2013-06

Techniques de gestion efficace du portefeuille

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds avait recours aux techniques de gestion efficace de portefeuille à hauteur de 12.55% de son actif net.

Il n'y a aucun frais prélevé sur le compte du Fonds, la société de gestion ne retire aucune source de revenu sur cette prestation et le prestataire se rémunère au niveau de la transaction.

Instruments financiers dérivés

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux instruments financiers dérivés.

Risque global

La méthode retenue pour le calcul du risque global sur les instruments financiers à terme est la méthode du calcul de l'engagement.

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
KBC BANK ZCP 01-03-24	16 998 149,09	17 000 000,00
BANK OF CHIN PARI ZCP 04-01-24	16 986 887,07	17 000 000,00
KBC BANK ZCP 02-11-23	15 996 516,31	16 000 000,00
KBC BANK ZCP 01-12-23	14 998 366,84	15 000 000,00
PARIS VILLE DE ZCP 20-11-23	14 965 691,15	15 000 000,00
DEUTSCHE BAHN AG ZCP 10-06-24	14 955 637,84	15 000 000,00
DUTCH TREASURY CERT ZCP 280224	14 907 573,00	15 000 000,00
FRENCH REPUBLIC ZCP 28-02-24	14 859 098,55	14 910 559,05
KBC BANK NV ZCP 03-07-23	12 996 296,06	13 000 000,00
BQ POS OISEST+0.1% 30-04-24	12 000 000,00	12 000 000,00

FCP HSBC MONETAIRE

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers – règlement SFTR – en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

a) Titres et matières premières prêtés

Montant				
% de l'Actif Net*				

*% hors trésorerie et équivalent de trésorerie

b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant				46 699 329,41	
% de l'Actif Net				12,65%	

c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

FRANCE GOVERNMENT BOND OAT FRANCE				36 713 597,34	
IRELAND GOVERNMENT BOND IRLANDE				10 014 853,13	

d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

LA BANQUE POSTALE FRANCE				36 699 999,41	
NATIXIS FRANCE				9 999 330,00	

e) Type et qualité des garanties (collatéral)

Type					
- Actions					
- Obligations				20 096 068,44	
- OPC					
- TCN					
- Cash					
Rating					

Monnaie de la garantie					
Euro				46 728 450,47	

FCP HSBC MONETAIRE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

f) Règlement et compensation des contrats

Triparties				X	
Contrepartie centrale					
Bilatéraux	X			X	

g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois					
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an				11 688 835,66	
Plus d'1 an				35 039 614,81	
Ouvertes					

h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour					
1 jour à 1 semaine					
1 semaine à 1 mois				46 699 329,41	
1 à 3 mois					
3 mois à 1 an					
Plus d'1 an					
Ouvertes					

i) Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)					
Montant utilisé (%)					
Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros					

FCP HSBC MONETAIRE

Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en pension	Prise en pension	TRS
-----------------	--------------------	-----------------	------------------	-----

j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

Caceis Bank					
Titres				46 728 450,47	
Cash					

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Titres					
Cash					

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus					
- OPC				296 241,99	
- Gestionnaire					
- Tiers					
Coûts					
- OPC					
- Gestionnaire					
- Tiers					

e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

La nature des titres pris en garantis est définie par les politiques internes du groupe HSBC. Pour l'OPC considéré, il s'agit de titre gouvernementaux ou assimilés présentant une bonne qualité du point de vue du risque de crédit.

i) Données sur la réutilisation des garanties

Non concerné.

k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Pour chaque contrepartie, la gestion du collatéral est définie au contrat cadre (CSA) en accord avec les politiques HSBC de risque et juridique.

Ce contrat cadre définit la forme du collatéral (espèces, titres et haircut associés), montant minimum de transfert pour les appels de marge ainsi que la franchise applicable.

l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

L'intégralité des revenus concernés bénéficient à l'OPC.

L'intégralité des coûts concernés sont supportés par l'OPC.

Informations réglementaires

Rapport sur le suivi des risques

Observation générale :

Sur la période sous revue, les modalités d'évaluation et de suivi des risques mises en place pour la gestion du fonds n'ont pas conduit à l'identification d'anomalie significative relative à son exposition au risque de marché, risque de crédit, risque de contrepartie et risque de liquidité.

Par ailleurs, aucune anomalie ayant un impact significatif en termes de risque de valorisation n'a été identifiée sur ladite période.

	Anomalie(s) significatives identifiée(s) relative(s) à la clôture du Fonds	Observations
1	Risque de Marché	Néant
2	Risque de Crédit	Néant
3	Risque de Contrepartie	Néant
4	Risque de Liquidité	Néant
5	Risque de Valorisation	Néant

Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires financiers

La société de gestion sélectionne les courtiers ou contreparties selon une procédure conforme à la réglementation qui lui est applicable. Dans le cadre de cette sélection, la société de gestion respecte à tout moment son obligation de « best execution ».

Les critères objectifs de sélection utilisés par la société de gestion sont notamment la qualité de l'exécution des ordres, les tarifs pratiqués, ainsi que la solidité financière de chaque courtier ou contrepartie.

Le choix des contreparties et des entreprises d'investissement, prestataires de services d'HSBC Global Asset Management (France) s'effectue selon un processus d'évaluation précis destiné à assurer à la société un service de qualité. Il s'agit d'un élément clé du processus de décision général qui intègre l'impact de la qualité du service du broker auprès de l'ensemble de nos départements : Gestion, Analyse financière et crédit, Négociation et Middle-Office, Juridique.

Le choix des contreparties peut se porter sur une entité liée au Groupe HSBC ou au dépositaire du Fonds.

La "Politique de meilleure exécution et de sélection des intermédiaires" est détaillée sur le site Internet de la société de gestion www.assetmanagement.hsbc.fr.

Rapport des frais d'intermédiation

Conformément à l'article 321-122 du Règlement Général de l'AMF et si les modalités prévues par ce même article sont remplies, le compte rendu relatif aux frais d'intermédiation pour l'exercice précédent est disponible sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Exercice des droits de vote

La politique de vote de la société de gestion, ainsi que le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles les droits de vote ont été exercés peuvent être consultés sur le site Internet de la société de gestion : www.assetmanagement.hsbc.fr.

Utilisation d'instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée

Le tableau des instruments financiers gérés par la société de gestion ou une société liée se trouve dans les annexes des comptes annuels du Fonds.

Politique relative aux conflits d'intérêt

Le Groupe HSBC, ou ses sociétés affiliées (ci-après dénommées HSBC), de par son envergure mondiale et le large éventail de services financiers proposés, est susceptible de temps à autre d'avoir des intérêts divergents de ceux de ses clients ou entrant en conflit avec les devoirs qu'il a à l'égard de ses clients. Il peut s'agir de conflits entre les intérêts d'HSBC, de ses sociétés affiliées ou de ses collaborateurs d'une part, et les intérêts de ses clients d'autre part, ou encore de conflits entre les clients eux-mêmes.

HSBC a défini des procédures dont l'objectif est d'identifier et de gérer de tels conflits, notamment des dispositions organisationnelles et administratives ayant vocation à protéger les intérêts des clients. Cette politique s'appuie sur un principe simple : les personnes prenant part à différentes activités induisant un conflit d'intérêts sont tenues d'exécuter lesdites activités indépendamment les unes des autres.

Le cas échéant, HSBC met en œuvre des mesures qui permettent de restreindre la transmission d'informations à certains collaborateurs, afin de protéger les intérêts des clients et de prévenir tout accès indu aux informations concernant les clients.

HSBC peut également agir pour compte propre et avoir comme contrepartie un client ou encore « matcher » les ordres de ses clients. Des procédures sont prévues pour protéger les intérêts des clients dans ce cas de figure.

Dans certains cas, les procédures et les contrôles de HSBC peuvent ne pas être suffisants afin de garantir qu'un conflit potentiel ne puisse porter atteinte aux intérêts d'un client. Dans ces circonstances, HSBC informe le client du conflit d'intérêts potentiel afin d'obtenir son accord exprès pour poursuivre l'activité. En tout état de cause, HSBC pourra refuser d'intervenir dans des circonstances où il existerait in fine un risque résiduel d'atteinte aux intérêts d'un client.

Certification du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement HSBC MONETAIRE

Coeur Défense - 110, esplanade du Général de Gaulle - 92400 Courbevoie

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 25 juin 2024

Aux porteurs de part,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif HSBC MONETAIRE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 25 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 28 juin 2023 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons que certains éléments d'information nécessaires à l'accomplissement de nos diligences nous ayant été transmis tardivement, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement



s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de
Christophe Coquelin
KPMG le 12/02/2025 20:26:36



Christophe Coquelin
Associé

Comptes Annuels

Bilan Actif

Bilan Actif au 25/06/2024
Portefeuille : 236 HSBC MONETAIRE

	25/06/2024	27/06/2023
IMMOBILISATIONS NETTES		
DÉPÔTS	5 000 520,83	71 706 811,50
INSTRUMENTS FINANCIERS	343 133 452,86	237 811 214,35
Actions et valeurs assimilées		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Obligations et valeurs assimilées	15 277 960,90	16 042 487,30
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	15 277 960,90	16 042 487,30
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances	280 989 714,78	219 908 040,83
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	192 218 250,95	171 248 016,29
Titres de créances négociables	168 235 775,87	160 769 100,68
Autres titres de créances	23 982 475,08	10 478 915,61
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	88 771 463,83	48 660 024,54
Organismes de placement collectif		
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays		
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays		
Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
Opérations temporaires sur titres	46 865 355,41	1 841 882,21
Créances représentatives de titres reçus en pension	46 865 355,41	1 841 882,21
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	421,77	18 804,01
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations	421,77	18 804,01
Autres instruments financiers		
CRÉANCES		
Opérations de change à terme de devises		
Autres		
COMPTES FINANCIERS	21 234 842,40	166 468,32
Liquidités	21 234 842,40	166 468,32
TOTAL DE L'ACTIF	369 368 816,09	309 684 494,17

Bilan Passif

Bilan Passif au 25/06/2024
Portefeuille : 236 HSBC MONETAIRE

	25/06/2024	27/06/2023
CAPITAUX PROPRES		
Capital	355 191 884,28	304 816 771,34
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-21 896,36	-253 340,41
Résultat de l'exercice (a,b)	14 134 925,78	5 055 583,32
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	369 304 913,70	309 619 014,25
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	128,72	3 598,69
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme	128,72	3 598,69
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations	128,72	3 598,69
DETTES	63 773,67	61 881,23
Opérations de change à terme de devises		
Autres	63 773,67	61 881,23
COMPTES FINANCIERS		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
TOTAL DU PASSIF	369 368 816,09	309 684 494,17

(a) Y compris comptes de régularisation
(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

Hors-Bilan

Hors-Bilan au 25/06/2024
Portefeuille : 236 HSBC MONETAIRE

	25/06/2024	27/06/2023
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Swaps de taux		
OISEST/0.0/FIX/2.472		6 856 000,00
OISEST/0.0/FIX/2.580		2 912 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.181		4 959 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.23		15 865 648,00
OISEST/0.0/FIX/3.313		7 907 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.361		4 941 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.334		8 895 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.3		8 922 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.245		3 976 894,00
OISEST/0.0/FIX/3.37		9 911 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.421		3 964 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.54		2 943 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.343		5 471 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.289		3 989 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.302		4 986 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.672		6 888 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.401		3 985 000,00
OISEST/0.0/FIX/3.768	4 960 000,00	
OISEST/0.0/FIX/3.614	9 810 000,00	
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de Résultat

Compte de Résultat au 25/06/2024
Portefeuille : 236 HSBC MONETAIRE

	25/06/2024	27/06/2023
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	2 479 247,87	1 261 852,15
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées	972 663,56	135 105,58
Produits sur titres de créances	10 174 651,73	4 000 378,18
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	296 241,99	24 820,22
Produits sur instruments financiers à terme	44 280,43	399 708,87
Autres produits financiers		
TOTAL (1)	13 967 085,58	5 821 865,00
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		4 091,92
Charges sur instruments financiers à terme	-18 900,61	23 554,54
Charges sur dettes financières	16,94	21 485,50
Autres charges financières		
TOTAL (2)	-18 883,67	49 131,96
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	13 985 969,25	5 772 733,04
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	306 428,25	287 177,87
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	13 679 541,00	5 485 555,17
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	455 384,78	-429 971,85
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	14 134 925,78	5 055 583,32

Annexes

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

FCP HSBC MONETAIRE

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

FCP HSBC MONETAIRE

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

	Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux barème	
1 et 2	Frais de gestion financière* et frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Part C : 0.09% TTC maximum	Part Z : 0.10% TTC maximum
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Actif net	Non significatifs **	
4	Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	Néant	
5	Commission de surperformance	Néant	Néant	

*Un pourcentage des frais de gestion peut être rétrocédé à des tiers distributeurs afin de rémunérer l'acte de commercialisation de la part.

** l'OPCVM investit à moins de 10% en OPC Monétaires.

Pourront s'ajouter aux frais facturés à l'OPCVM et listés ci-dessus, les coûts suivants :

- les contributions dues pour la gestion de l'OPCVM en application du 4° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier ;
- les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux (en relation avec l'OPCVM) exceptionnels et non récurrents ;
- les coûts exceptionnels et non récurrents en vue d'un recouvrement des créances (ex : Lehman) ou d'une procédure pour faire valoir un droit (ex : procédure de class action).

FCP HSBC MONETAIRE

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus.

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts HSBC MONETAIRE C	Capitalisation	Capitalisation
Parts HSBC MONETAIRE Z	Capitalisation	Capitalisation

2. Evolution de l'Actif Net

Evolution de l'Actif Net au 25/06/2024
Portefeuille : 236 HSBC MONETAIRE

	25/06/2024	27/06/2023
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	309 619 014,25	353 672 972,27
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	504 744 754,16	920 800 651,47
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-458 743 474,42	-970 277 720,24
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	25 684,65	17 461,27
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-47 099,24	-318 266,81
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme		
Frais de transactions		
Différences de change		
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	65 400,55	254 624,27
Différence d'estimation exercice N	29 507,20	-35 893,35
Différence d'estimation exercice N-1	35 893,35	290 517,62
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-38 907,25	-16 263,15
Différence d'estimation exercice N	-2 044,35	36 862,90
Différence d'estimation exercice N-1	-36 862,90	-53 126,05
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	13 679 541,00	5 485 555,17
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	369 304 913,70	309 619 014,25

3. Compléments d'information

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	15 277 960,90	4,14
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	15 277 960,90	4,14
TITRES DE CRÉANCES		
Bons du Trésor	596 333,30	0,16
Titres négociables à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs bancaires	167 639 442,57	45,39
Titres négociables à court terme (NEU CP) émis par des émetteurs non financiers étrangers - Européens	23 982 475,08	6,50
Titres négociables à court terme (NEU CP) émetteurs non financiers Étrangers - Européens marché non réglementé	88 771 463,83	24,04
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	280 989 714,78	76,09
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Taux	14 770 000,00	4,00
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	14 770 000,00	4,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS		

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	5 000 520,83	1,35						
Obligations et valeurs assimilées			15 277 960,90	4,14				
Titres de créances	158 025 719,57	42,79	122 963 995,21	33,30				
Opérations temporaires sur titres			46 865 355,41	12,69				
Comptes financiers							21 234 842,40	5,75
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	14 770 000,00	4,00						
Autres opérations								

3.3. VENTILATION PAR MATURITE RESIDUELLE DES POSTES D’ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	5 000 520,83	1,35								
Obligations et valeurs assimilées			15 277 960,90	4,14						
Titres de créances	194 527 308,75	52,67	86 462 406,03	23,41						
Opérations temporaires sur titres	46 865 355,41	12,69								
Comptes financiers	21 234 842,40	5,75								
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	4 960 000,00	1,34	9 810 000,00	2,66						
Autres opérations										

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1		Devise 2		Devise 3		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances								
Comptes financiers								
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
HORS-BILAN								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

3.5. CREANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	25/06/2024
CRÉANCES		
TOTAL DES CRÉANCES		
DETTES		
	Frais de gestion fixe	22 909,67
	Collatéraux	40 864,00
TOTAL DES DETTES		63 773,67
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-63 773,67

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part HSBC MONETAIRE C		
Parts souscrites durant l'exercice	131 403	412 046 984,94
Parts rachetées durant l'exercice	-117 800	-369 753 412,39
Solde net des souscriptions/rachats	13 603	42 293 572,55
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	111 574	
Part HSBC MONETAIRE Z		
Parts souscrites durant l'exercice	91 788,000	92 697 769,22
Parts rachetées durant l'exercice	-88 072,368	-88 990 062,03
Solde net des souscriptions/rachats	3 715,632	3 707 707,19
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	11 939,000	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part HSBC MONETAIRE C	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	
Part HSBC MONETAIRE Z	
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

FCP HSBC MONETAIRE

3.7. FRAIS DE GESTION

	25/06/2024
Part HSBC MONETAIRE C	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	302 968,43
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,09
Rétrocessions des frais de gestion	
Part HSBC MONETAIRE Z	
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	3 459,82
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,03
Rétrocessions des frais de gestion	

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant.

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant.

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	25/06/2024
Titres pris en pension livrée	46 728 450,47
Titres empruntés	

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	25/06/2024
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	25/06/2024
Actions			
Obligations			
TCN			10 750 843,89
	XFCS00X4PEP6	HSBC C OISEST+0.21% 01-07-24	4 097 765,04
	XFCS00X4KKN9	HSBC C OISEST+0.31% 27-09-24	1 549 183,95
	XFCS00X4SBT8	HSBC C OISEST+0.33% 02-01-25	5 103 894,90
OPC			
Instruments financiers à terme			4 960 000,00
	43114169HG01	OISEST/0.0/FIX/3.768	4 960 000,00
Total des titres du groupe			15 710 843,89

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	25/06/2024	27/06/2023
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau		
Résultat	14 134 925,78	5 055 583,32
Acomptes versés sur résultat de l'exercice		
Total	14 134 925,78	5 055 583,32

	25/06/2024	27/06/2023
Part HSBC MONETAIRE C		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	13 655 893,77	4 917 541,71
Total	13 655 893,77	4 917 541,71

	25/06/2024	27/06/2023
Part HSBC MONETAIRE Z		
Affectation		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	479 032,01	138 041,61
Total	479 032,01	138 041,61

FCP HSBC MONETAIRE

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	25/06/2024	27/06/2023
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-21 896,36	-253 340,41
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
Total	-21 896,36	-253 340,41

	25/06/2024	27/06/2023
Part HSBC MONETAIRE C		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-21 165,37	-246 660,97
Total	-21 165,37	-246 660,97

	25/06/2024	27/06/2023
Part HSBC MONETAIRE Z		
Affectation		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-730,99	-6 679,44
Total	-730,99	-6 679,44

FCP HSBC MONETAIRE

3.11. TABLEAU DES RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTITE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	30/06/2020	29/06/2021	28/06/2022	27/06/2023	25/06/2024
Actif net Global en EUR	299 895 535,96	407 963 961,76	353 672 972,27	309 619 014,25	369 304 913,70
Part HSBC MONETAIRE C en EUR					
Actif net	216 954 065,58	305 149 460,45	319 570 062,81	301 451 600,23	356 967 975,11
Nombre de titres	70 816	100 177	105 561	97 971	111 574
Valeur liquidative unitaire	3 063,6306	3 046,1030	3 027,3497	3 076,9473	3 199,3831
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-8,81	-10,15	-10,23	-2,51	-0,18
Capitalisation unitaire sur résultat	-6,24	-5,11	-8,49	50,19	122,39
Part HSBC MONETAIRE Z en EUR					
Actif net	82 941 470,38	102 814 501,31	34 102 909,46	8 167 414,02	12 336 938,59
Nombre de titres	84 023,385	104 692,296	34 919,974	8 223,368	11 939,000
Valeur liquidative unitaire	987,1236	982,0637	976,6018	993,1957	1 033,3310
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-2,84	-3,27	-3,30	-0,81	-0,06
Capitalisation unitaire sur résultat	-1,41	-1,05	-2,15	16,78	40,12

FCP HSBC MONETAIRE

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Dépôts				
DEPOT BREDFRPP 5M	EUR	5 000 000	5 000 520,83	1,35
TOTAL Dépôts			5 000 520,83	1,35
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ROYAUME-UNI				
BARCLAYS BK OISEST+0.05% 20-12-24	EUR	15 000 000	15 277 960,90	4,14
TOTAL ROYAUME-UNI			15 277 960,90	4,14
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			15 277 960,90	4,14
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			15 277 960,90	4,14
Titres de créances				
Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
BELGIQUE				
FLEMISH COM ZCP 19-07-24	EUR	10 000 000	9 976 639,42	2,70
KBC BA OISEST+0.1% 14-08-24	EUR	9 000 000	9 042 026,79	2,45
SUMI MITS BANK COR ZCP 03-09-24	EUR	5 000 000	4 963 808,87	1,34
SUMI MITS BANK COR ZCP 28-06-24	EUR	6 000 000	5 998 759,92	1,63
TOTAL BELGIQUE			29 981 235,00	8,12
DANEMARK				
JYSK B OISEST+0.125% 15-07-24	EUR	10 000 000	10 046 288,10	2,72
TOTAL DANEMARK			10 046 288,10	2,72
FINLANDE				
NORD B OISEST+0.14% 26-08-24	EUR	3 500 000	3 560 791,42	0,96
TOTAL FINLANDE			3 560 791,42	0,96
FRANCE				
AFD OISEST+0.05% 19-07-24	EUR	5 000 000	5 003 461,21	1,35
AFD OISEST+0.1% 25-09-24	EUR	2 000 000	2 013 513,02	0,54
AGEN CENT ORGA SEC ZCP 01-07-24	EUR	5 000 000	4 997 405,51	1,35
BANQ F OISEST+0.32% 01-08-24	EUR	1 000 000	1 036 907,79	0,28
BANQ F OISEST+0.32% 02-01-25	EUR	10 000 000	10 214 172,22	2,77
BNP PA OISEST+0.26% 14-03-25	EUR	6 000 000	6 074 426,41	1,65
BQ POS OISEST+0.1% 28-08-24	EUR	5 000 000	5 027 210,44	1,36
BQ POS OISEST+0.265% 22-01-25	EUR	3 000 000	3 056 056,34	0,83
CA OISEST+0.27% 27-01-25	EUR	3 000 000	3 032 519,15	0,82
CA OISEST+0.31% 02-01-25	EUR	2 000 000	2 039 065,34	0,56
CA OISEST+0.32% 02-01-25	EUR	5 000 000	5 106 238,92	1,38
FRENCH REPUBLIC ZCP 04-09-24	EUR	100 000	99 292,98	0,02
FRENCH REPUBLIC ZCP 14-08-24	EUR	100 000	99 499,86	0,02
FRENCH REPUBLIC ZCP 14-11-24	EUR	100 000	98 604,27	0,03
FRENCH REPUBLIC ZCP 17-07-24	EUR	100 000	99 787,94	0,03
FRENCH REPUBLIC ZCP 21-08-24	EUR	100 000	99 433,89	0,02

FCP HSBC MONETAIRE

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRENCH REPUBLIC ZCP 24-07-24	EUR	100 000	99 714,36	0,03
HSBC C OISEST+0.21% 01-07-24	EUR	4 000 000	4 097 765,04	1,11
HSBC C OISEST+0.31% 27-09-24	EUR	1 500 000	1 549 183,95	0,42
HSBC C OISEST+0.33% 02-01-25	EUR	5 000 000	5 103 894,90	1,39
NATI OISEST+0.26% 07-04-25	EUR	2 000 000	2 003 973,37	0,55
NATI OISEST+0.31% 02-01-25	EUR	1 000 000	1 018 402,60	0,27
NATI OISEST+0.32% 02-01-25	EUR	7 000 000	7 147 898,56	1,94
NATI OISEST+0.34% 03-09-24	EUR	3 000 000	3 106 892,19	0,84
REGI HAUT DE FRAN ZCP 22-07-24	EUR	6 000 000	5 984 155,95	1,62
RTE EDF TRANSPORT ZCP 15-07-24	EUR	3 000 000	2 994 078,96	0,81
RTE EDF TRANSPORT ZCP 24-07-24	EUR	2 000 000	1 994 180,54	0,54
SG OISEST+0.145% 05-08-24	EUR	4 000 000	4 054 291,60	1,10
TOTAL FRANCE			87 252 027,31	23,63
PAYS-BAS				
ABN AMRO BK ZCP 10-10-24	EUR	10 000 000	9 890 040,33	2,67
COOP R OISEST+0.32% 03-07-24	EUR	2 500 000	2 604 639,65	0,71
ING BA OISEST+0.17% 08-11-24	EUR	2 000 000	2 017 654,30	0,54
ING BA OISEST+0.205% 06-12-24	EUR	5 000 000	5 063 518,61	1,37
ING BA OISEST+0.295% 20-09-24	EUR	2 000 000	2 066 411,71	0,56
ING BA OISEST+0.3% 03-07-24	EUR	1 500 000	1 562 615,96	0,43
ING BA OISEST+0.33% 04-10-24	EUR	3 000 000	3 095 690,82	0,84
TOTAL PAYS-BAS			26 300 571,38	7,12
ROYAUME-UNI				
KOOKMIN BANK ZCP 27-08-24	EUR	4 000 000	3 974 135,22	1,07
MITS UFJ TRUS BANK ZCP 08-07-24	EUR	5 000 000	4 993 714,58	1,35
MITS UFJ TRUS BANK ZCP 16-07-24	EUR	5 000 000	4 989 513,71	1,35
SHIN BANK GRES STR ZCP 15-07-24	EUR	10 000 000	9 980 378,85	2,71
SUMI MITS TRUS BAN ZCP 03-07-24	EUR	1 500 000	1 498 913,45	0,41
SUMI MITS TRUS BAN ZCP 09-07-24	EUR	1 500 000	1 497 980,68	0,41
THE TO OISEST+0.17% 18-11-24	EUR	5 000 000	5 023 837,80	1,36
THE TO OISEST+0.35% 31-07-24	EUR	3 000 000	3 118 863,45	0,84
TOTAL ROYAUME-UNI			35 077 337,74	9,50
TOTAL Titres de créances négociés sur un marché réglementé ou assimilé			192 218 250,95	52,05
Titres de créances non négociés sur un marché réglementé ou assimilé				
ETATS-UNIS				
COLL COMM PAPE III ZCP 21-11-24	EUR	10 000 000	9 851 444,59	2,67
HONEYWELL INTL ZCP 30-08-24	EUR	10 000 000	9 932 266,08	2,69
TOTAL ETATS-UNIS			19 783 710,67	5,36
FINLANDE				
NORDEA BKP OISEST 09-10-24	EUR	5 000 000	5 075 783,55	1,37
TOTAL FINLANDE			5 075 783,55	1,37

FCP HSBC MONETAIRE

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
FRANCE				
AGEN CENT ORGA SEC ZCP 02-07-24	EUR	10 000 000	9 993 772,21	2,71
SATELLITE SAS ZCP 03-07-24	EUR	1 000 000	999 271,17	0,27
TOTA CAPI ZCP 26-06-24	EUR	2 000 000	2 000 000,00	0,54
TOTAL FRANCE			12 993 043,38	3,52
IRLANDE				
MATC FINA PUBL ZCP 27-06-24	EUR	8 000 000	7 999 173,20	2,17
TOTAL IRLANDE			7 999 173,20	2,17
LUXEMBOURG				
NESTLE FIN ZCP 02-07-24	EUR	10 000 000	9 993 777,21	2,71
TOTAL LUXEMBOURG			9 993 777,21	2,71
PAYS-BAS				
PACC FINA EURO BV ZCP 10-07-24	EUR	5 000 000	4 992 730,58	1,35
TOTAL PAYS-BAS			4 992 730,58	1,35
ROYAUME-UNI				
KEB HANA BANK LOND ZCP 19-08-24	EUR	2 000 000	1 988 753,60	0,54
LAND SECURITIES ZCP 17-07-24	EUR	7 000 000	6 984 993,32	1,89
MIZUHO BANK ZCP 01-08-24	EUR	5 000 000	4 981 260,50	1,35
NATI BUIL SOCI ZCP 28-06-24	EUR	7 000 000	6 998 573,46	1,89
SUMI MITS TRUS BAN ZCP 24-07-24	EUR	7 000 000	6 979 664,36	1,89
TOTAL ROYAUME-UNI			27 933 245,24	7,56
TOTAL Titres de créances non négociés sur un marché réglementé ou assimilé			88 771 463,83	24,04
TOTAL Titres de créances			280 989 714,78	76,09
Titres reçus en pension				
FRANCE				
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.1% 01-03-25	EUR	10 000 000	11 700 000,00	3,17
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.1% 01-03-29	EUR	12 875 536	14 999 999,44	4,05
FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-05-28	EUR	10 940 919	9 999 999,97	2,71
TOTAL FRANCE			36 699 999,41	9,93
IRLANDE				
IREL GOVE BON 1.0% 15-05-26	EUR	10 362 000	9 999 330,00	2,71
TOTAL IRLANDE			9 999 330,00	2,71
TOTAL Titres reçus en pension			46 699 329,41	12,64
Indemnités sur titres reçus en pension			166 026,00	0,05
Instrument financier à terme				
Autres instruments financiers à terme				
Swaps de taux				
OISEST/0.0/FIX/3.614	EUR	9 810 000	421,77	
OISEST/0.0/FIX/3.768	EUR	4 960 000	-128,72	
TOTAL Swaps de taux			293,05	
TOTAL Autres instruments financiers à terme			293,05	
TOTAL Instrument financier à terme			293,05	

FCP HSBC MONETAIRE

3.12. INVENTAIRE DETAILLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Dettes			-63 773,67	-0,02
Comptes financiers			21 234 842,40	5,75
Actif net			369 304 913,70	100,00

Part HSBC MONETAIRE Z	EUR	11 939,000	1 033,3310	
Part HSBC MONETAIRE C	EUR	111 574	3 199,3831	